



## MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

### ACHAT DE PLANTS FORESTIERS

#### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.T.P.)

#### APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5  
du Code de la commande publique)

**ACCORD-CADRE MULTI ATTRIBUTAIRES n°2026-8800-001**

#### Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture et la livraison de plançons de peuplier et de plants forestiers présentés en racines nues, mottes ou godets, pour la saison de plantation 2026-2027, dans les forêts gérées par la Direction Territoriale Auvergne Rhône-Alpes de l'ONF.

#### Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts  
Direction territoriale Auvergne Rhône Alpes  
143, Rue Pierre Corneille  
69003 LYON Cedex 03

#### Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est M. Nicolas KARR, Directeur Territorial de l'Office National des Forêts.

## **1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

### **1.1. Pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Auvergne Rhône Alpes, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 00489 dont le siège est Lyon – 143 rue Pierre Corneille – 69003 LYON.

### **1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre**

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est le directeur territorial agissant en vertu de la délégation de pouvoir n° 2024-01 relative à la gestion des moyens financiers et matériels du 18 juillet 2024 accordée par la Directrice générale de l'O.N.F. aux directeurs territoriaux :

Mr KARR Nicolas  
Directeur Territorial  
143, Rue Pierre Corneille 69003 LYON

### **1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)**

Mme ABONNENC Valérie  
Agence Comptable Secondaire DT AURA  
12, Allée des Eaux et Forêts - BP103 - 63370 LEMPDES  
Téléphone : 06.10.03.85.79  
Courriel : [valerie.abonnenc@onf.fr](mailto:valerie.abonnenc@onf.fr)

### **1.4. Personne auprès de qui des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus**

Mr STACH Nicolas  
Coordinateur territorial de l'approvisionnement en plants forestiers  
143, Rue Pierre Corneille 69003 LYON  
Téléphone : 06.03.42.67.99  
Courriel : [nicolas.stach@onf.fr](mailto:nicolas.stach@onf.fr)

### **1.5. Personne auprès de qui des renseignements d'ordre juridique peuvent être obtenus**

Mme CUILLERIER Patricia  
Cheffe du Service Financier et Juridique  
143, Rue Pierre Corneille 69003 LYON  
Téléphone : 06.23.58.03.09  
Courriel : [patricia.cuillerier@onf.fr](mailto:patricia.cuillerier@onf.fr)

### **1.6. Comptable assignataire des paiements**

Mme ABONNENC Valérie  
Agence Comptable Secondaire DT AURA  
12, Allée des Eaux et Forêts - BP103 - 63370 LEMPDES  
Téléphone : 06.10.03.85.79  
Courriel : [valerie.abonnenc@onf.fr](mailto:valerie.abonnenc@onf.fr)

## 2 OBJET DU MARCHÉ

### 2.1 Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture et la livraison de plançons de peuplier et de plants forestiers présentés en racines nues, mottes ou godets, pour la saison de plantation 2026-2027, dans les forêts gérées par la Direction Territoriale Auvergne Rhône-Alpes de l'ONF.

Le C.C.A.G. applicable est le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) (approuvé par arrêté du 30 mars 2021 – NOR : ECOM2106868A publié au JO du 1<sup>er</sup> avril 2021) et sauf dérogations mentionnées dans le CCAP.

### 2.2 Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

03121100-6	Plantes vivantes, bulbes, racines, boutures et greffons
------------	---

## 3 CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

### 3.1 Procédure

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 et suivants du code de la commande publique.

### 3.2 Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application des articles L.2125-1 alinéa 1 et R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

### 3.3 Décomposition en lots

L'accord-cadre n'est pas décomposé en lots. Les besoins prévisionnels sont précisés sur les bordereaux des prix unitaires (BPU).

### 3.4 Modalités d'attribution de l'accord-cadre

Chaque candidat complète les bordereaux des prix unitaires (BPU) pour les articles (= combinaison essence / provenance / mode de conditionnement / catégorie d'âge / dimensions) pour lesquels il souhaite présenter une offre.

Pour chaque article prévu aux BPU, les offres reçues seront classées par ordre décroissant au regard des critères énoncés à l'article 7.2. et l'article sera attribué au candidat dont l'offre se révélera économiquement la plus avantageuse au vu de ces critères.

L'accord-cadre sera attribué en deux temps : **une tranche ferme** attribuée à sa notification et **une tranche optionnelle** dont la consistance (nombre de plants par essence, provenance, catégorie d'âge...) sera confirmée ou ajustée avant le 15 juillet 2026 en fonction des besoins réels de l'ONF et de ses clients.

Afin d'optimiser la logistique de livraison et de rationaliser le nombre de fournisseurs par chantier, un pourcentage maximum de 20 % des besoins (en montant) pourra être attribué à des candidats classés en 2<sup>ème</sup> ou 3<sup>ème</sup> position pour les articles concernés.

### 3.5 Modalité d'exécution de l'accord-cadre

Les bons de commandes seront adressés au(x) titulaire(s) au fur et à mesure des besoins selon les dispositions prévues à l'article 4 ci-après.

### 3.6 Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les candidats sont invités à présenter une offre pour les prestations supplémentaires éventuelles facultatives suivantes :

- **Traitement contre l'hylobe** : le titulaire s'engage à utiliser exclusivement le produit prescrit

par l'ONF (voir BPU).

- **Traitement répulsif contre le gibier** : le titulaire précisera dans le BPU les produits proposés et fournira à l'ONF la fiche technique et la fiche sécurité de ces produits. Le traitement prescrit sera précisé par l'ONF avant l'arrachage des plants.

Les plants traités seront livrés avec un certificat de traitement.

Pour les essences réglementées, en cas d'indisponibilité d'une provenance prévue dans les BPU, les candidats sont autorisés à proposer une variante (provenance alternative).

### **3.7 Achats de gré à gré pour des plants non prévus au marché**

Pour des références non prévues au marché, l'ONF se réserve le droit de négocier de gré à gré avec les titulaires pour une part ne pouvant pas excéder 15 % du montant total du marché.

## **4 PASSATION DES COMMANDES**

Les commandes sont passées au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes. Aucune livraison ne doit être effectuée sans bon de commande.

Chaque bon de commande indique :

- l'identification des contractants
- la référence du présent accord-cadre 2026-8800-001
- la date d'émission du bon de commande
- la désignation des plants commandés (essence, provenance, conditionnement, dimensions...)
- les quantités attendues
- le(s) lieu(x) de livraison
- la(es) date(s) de livraison
- le montant H.T. prévisionnel des prestations à effectuer

Les bons de commande sont adressés par courriel au titulaire, l'accusé de réception servant de point de départ au délai d'exécution des prestations.

Si, dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi du bon de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande.

Les bons de commande, signés par la personne chargée de l'exécution du présent accord-cadre ou son représentant, peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande émis en fin d'accord-cadre pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des bons de commande sera de 2 mois.

L'ONF respectera des périodes de livraison compatibles avec les cycles physiologiques des plants et s'efforcera autant que possible de :

- regrouper les commandes au niveau des agences territoriales ONF ou des Unités de Production des Agences Travaux pour limiter le nombre de jours et de points de livraison par lot et par secteur ;
- mettre en place des réunions de début (septembre) et mi-campagne (décembre/début janvier) entre les coordinateurs ONF et le pépiniériste pour étudier les quantités à livrer et identifier les jours de livraison envisageables.

En cas de dépassement du délai de livraison défini dans les conditions ci-dessus, pour tenir compte des répercussions sur l'organisation des chantiers de plantation de l'ONF, **les pénalités mentionnées à l'article 10.2 ci-après s'appliqueront de plein droit.**

## **5 DESCRIPTION DES FOURNITURES – ARRACHAGE, TRI ET STOCKAGE DES PLANTS – CONDITIONS DE LIVRAISON**

### **5.1 Description des fournitures**

Les plants proviendront obligatoirement de pépinières soumises au contrôle phytosanitaire, agréées par le ministère de l'Agriculture. Le titulaire est tenu d'indiquer la pépinière d'éducation des plants

et son emplacement géographique. Les plants devront être conformes à la réglementation en vigueur fixée par le ministère de l'Agriculture.

Les régions de provenance des plants mentionnées sur les bordereaux sont à respecter lors de la livraison. **Le pépiniériste s'engage à fournir les documents d'accompagnement, passeports phytosanitaires et attestations de traitement** pour l'ensemble des plants livrés, quelles que soient les quantités. **Ces documents seront transmis à l'ONF par voie électronique avant le départ des plants de pépinière.**

Les caractéristiques demandées pour chaque essence sont indiquées dans les BPU. Les dimensions des plants forestiers devront être conformes aux normes prévues à l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral fixant les matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'État dans la région Auvergne-Rhône-Alpes en vigueur au moment de l'attribution de l'accord-cadre.

Après attribution de l'accord-cadre, toute modification de provenance ou de qualité est soumise à l'accord préalable écrit de l'ONF.

## **5.2 Traitement éventuel des plants**

Des traitements des plants en pépinière pourront être demandés :

- **Traitement répulsif contre le gibier** : le titulaire précisera dans le BPU les produits proposés et fournira à l'ONF la fiche technique et la fiche sécurité de ces produits. Le traitement prescrit sera précisé par l'ONF avant l'arrachage des plants.
- **Traitement contre l'hylome** : le titulaire s'engage à utiliser exclusivement le produit prescrit par l'ONF (voir BPU).

A la livraison des plants traités, le titulaire de l'accord-cadre fournira à l'ONF un **certificat de traitement**.

## **5.3 Arrachage des plants (racines nues)**

Les plants seront arrachés sous la seule responsabilité du titulaire et selon les méthodes en vigueur afin de protéger les plants et leur système racinaire des dommages.

Si les conditions météorologiques (gel, pluviométrie excessive) rendent impossible l'arrachage à la période prévue pour assurer la livraison, le titulaire en informera l'ONF par courrier électronique, sans délai.

Le délai entre l'arrachage et la livraison à l'emplacement défini par l'ONF ne pourra excéder quatre (4) jours sous peine de refus de réception des plants par l'ONF. Il appartient au titulaire d'organiser les étapes d'arrachage et de tri et de tenir compte des délais de livraison pour respecter cette disposition. Cette clause pourra toutefois être assouplie, sur accord écrit de l'ONF et sans dépasser un délai maximal de dix (10) jours, si le titulaire peut se prévaloir d'avoir pris toutes les dispositions destinées à stocker les plants dans des conditions satisfaisantes (chambre froide, conditionnement...)

## **5.4 Stockage et transport des plants**

Le titulaire prendra les dispositions nécessaires pour identifier les plants commandés (étiquettes, marquage, séparation des lots...) et éviter des mélanges entre essences proches ou entre provenances.

**Les plants en racines nues devront être conditionnés et livrés en sacs.** Ces sacs devront être opaques (intérieur sombre) et préserver au mieux la qualité des plants (risques d'échauffement, gel...). Le titulaire s'assurera que les sacs des différentes essences ou provenances soient facilement localisables afin de faciliter les opérations de contrôle et de réception.

## **5.5 Conditions de livraison**

Les plants seront livrés pour la campagne de plantation comprise entre le mois de septembre de l'année n et le mois de mai de l'année n+1 (n et n+1 étant précisés au BPU).

L'ONF s'engage à faciliter les conditions de livraison en privilégiant les sites de livraison aisément accessibles à un camion, à une adresse postale et si possible hors forêt (hangars UP, siège de l'unité territoriale, maison forestière). Dans les rares cas où le lieu de livraison n'aura pas d'adresse postale

(en restant toutefois accessible à un camion), un point de rendez-vous disposant d'une adresse postale sera préalablement convenu entre l'ONF et le pépiniériste pour que le réceptionnaire ONF puisse guider aisément le transporteur jusqu'au site de livraison. Autant que possible, l'ONF mettra à disposition des plans d'accès détaillés.

Les livraisons devront avoir lieu du lundi au vendredi inclus, sauf jour férié, entre 08h00 et 16h00, afin de permettre la présence systématique, sauf empêchement d'urgence indépendant de sa volonté, du réceptionnaire ONF. Les livraisons envisagées à des heures plus tardives devront impérativement avoir fait l'objet d'un accord préalable de l'ONF, du fait des conséquences en termes de mise en jauge ou de manutention des plants ou des caisses de conteneurs après le coucher du soleil.

Le titulaire prendra contact avec le réceptionnaire avant la livraison, dans un délai qui sera précisé sur le bon de commande et qui ne pourra être inférieur à 48 heures (hors week-ends et jours fériés), de manière à l'avertir du créneau de livraison retenu, Le titulaire devra demander à son transporteur une information sur :

- la demi-journée de livraison, 48h à l'avance ;
- le créneau horaire par tranche de 2 heures, la veille de la livraison.

Quelle que soit la taille de la livraison, toute formule qui permet d'affiner l'horaire de livraison (coordonnées tél. du transporteur par exemple) doit être recherchée pour éviter les attentes improductives.

Le titulaire est informé du fait que les points de livraison ne bénéficient pas d'une présence permanente d'un représentant ONF et le réceptionnaire, s'il se trouve en forêt, peut ne pas être joignable. **Il doit donc prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'avertir suffisamment en amont et lui permettre d'organiser sa présence à la livraison.** A défaut, le lot de plants pourra être refusé sans que le titulaire puisse prétendre à un dédommagement de la part de l'ONF. En aucun cas, les produits ne devront être laissés sur place si l'opération de réception n'a pu avoir lieu, l'ONF se déchargeant de toute responsabilité en cas de détérioration ou de vols.

Les plants seront livrés préférentiellement par le titulaire. Même s'il fait appel à un prestataire de transport, le pépiniériste demeure responsable des bonnes conditions de préservation des plants et de l'information du réceptionnaire ONF. Le livreur doit parler français et, à chaque point de livraison, prévoir le temps nécessaire à la réception.

Dans tous les cas, le titulaire devra s'assurer auprès des responsables ONF que les moyens qu'il va mettre en œuvre seront compatibles avec les lieux de livraison, notamment en ce qui concerne le moyen de transport utilisé, par rapport à l'accès au site ONF (parfois, route empierrée) et au matériel destiné au déchargement (hayon élévateur fortement recommandé). L'ONF ne possédant pas de plate-forme de déchargement, ni de matériel adapté, **les manutentions nécessaires au déchargement des produits seront à la charge du fournisseur, qui prendra toute disposition pour le bon déroulement de l'opération.**

Conformément aux dispositions du Code du Travail (section 2, art. R4515-4 à R4515-11), **la participation de personnels de l'ONF aux opérations de déchargement est subordonnée à l'établissement préalable avec le fournisseur d'un protocole de sécurité** comprenant les informations utiles à l'évaluation des risques de toutes natures générés par l'opération ainsi que les mesures de prévention et de sécurité à observer à chacune des phases de sa réalisation.

En l'absence de protocole de sécurité, aucun personnel de l'ONF ne participera à l'opération de déchargement. Si le transporteur n'est pas apte à effectuer seul cette opération, la livraison sera refusée, sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée à l'ONF.

Conformément à l'article 20 du CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, les risques afférents aux transports des plants jusqu'à leur destination incombent au fournisseur.

## **5.6 Lieux et contacts de livraison**

Les lieux de livraison seront principalement situés en région Auvergne Rhône-Alpes et seront précisés sur chaque bon de commande.

De manière exceptionnelle, ces lieux de livraison pourront se situer en dehors du territoire de la région Auvergne Rhône-Alpes.



### 5.7 Participation aux frais de livraison pour les commandes de faible montant

Les prix par plant sont franco de port, c'est-à-dire intègrent les frais de livraison, lorsque la commande est supérieure à 5 000 € HT. Cette commande peut regrouper des articles attribués à un même titulaire, à condition que la livraison soit prévue le même jour et dans le même secteur géographique (distance entre 2 points de livraison successifs inférieure à 50 km par la route la plus courte).

Dans les cas où la commande n'atteint pas 5 000 € HT, un supplément forfaitaire sera appliqué pour tenir compte du surcoût de livraison. Ce supplément sera forfaitaire et fonction des tranches suivantes :

Montant de commandes cumulées pour une même livraison compris entre	Montant forfaitaire de supplément de livraison
Montant < 1 500 € HT	Forfait livraison 1 (voir BPU)
1 500 € HT ≤ montant < 3 000 € HT	Forfait livraison 2 (voir BPU)
3 000 € HT ≤ montant < 5 000 € HT	Forfait livraison 3 (voir BPU)
Montant ≥ 5 000 € HT	Franco de port

## 6 MODALITES DE RECEPTION ET DE CONTROLE DES PLANTS

La réception des plants sera effectuée suivant la méthode de contrôle par échantillonnage décrite dans le guide « Réussir la plantation forestière » 3<sup>ème</sup> édition décembre 2014, dont il appartient au titulaire de prendre connaissance. Il est téléchargeable à l'adresse :

[https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/guide\\_reussir\\_la\\_plantation\\_forestiere\\_201501\\_a4\\_cle8a81f1.pdf](https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/guide_reussir_la_plantation_forestiere_201501_a4_cle8a81f1.pdf)

Ce guide est accepté par les deux parties comme étant la référence sur le protocole de contrôle et sur les critères de conformation et d'état sanitaire. Les plants devront :

- être de **qualité loyale et marchande** selon les critères de conformation et d'état sanitaire définis par les normes qualitatives CEE rappelées dans le Guide technique "Réussir la plantation forestière", édition 2014 et présenter toutes les garanties nécessaires à une bonne reprise : ils seront en état de végétation latente et présenteront un enracinement et une tige bien équilibrés.
- satisfaire aux **normes d'âges et de dimensions** prévues à l'annexe 4 de l'**arrêté préfectoral fixant les matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'État dans la région Auvergne-Rhône-Alpes** en vigueur au moment de l'émission des bons de commande, y compris en ce qui concerne les dimensions et caractéristiques des conteneurs ou des mottes, sous peine de refus du lot, sans que cela donne lieu au versement d'une quelconque indemnité à la charge de l'ONF.

La réception se fera contradictoirement entre le réceptionnaire ONF et le titulaire ou son représentant. Chaque réception donnera lieu à l'établissement d'un document signé par les deux parties.

**En cas de livraison par un transporteur, la réception se fera unilatéralement par le réceptionnaire ONF (sauf délégation formelle écrite de représentation faite par le prestataire au transporteur). Les résultats lui seront opposables et il ne pourra pas les contester.** En cas de refus du lot, l'ONF s'engage à conserver les bottes de plants échantillonnées ayant servi au contrôle, le temps d'organiser une contre-visite par le pépiniériste si ce dernier en fait la demande, dans un délai ne pouvant excéder 7 jours ouvrés.

Le titulaire est conscient du temps nécessaire au bon déroulement nécessaire aux opérations de réception et s'engage à en informer préalablement son représentant, ou son prestataire en cas de livraison par un transporteur. Aucune indemnité ne pourra être réclamée à l'ONF en dédommagement de l'attente du chauffeur le temps des opérations de contrôle et de réception.

Dans la mesure du possible, la réception devra être faite dans un délai d'une demi-heure lorsqu'il y a un nombre restreint d'essences et hors temps de déchargement. Le temps de réception pourra

excéder cette durée en cas de lots multi-essences, mais les équipes ONF s'efforceront de le réduire au maximum.

Au cas où le transporteur ne pourrait demeurer présent pour la réception de l'ensemble des essences, la réception sera terminée unilatéralement par l'ONF, avec conservation des bottes de plants échantillonnées pour justification de la décision prise. En cas de refus de réception, l'ONF avertira au plus vite le titulaire. Le titulaire assurera à ses frais la reprise et le remplacement du lot de plants refusé.

**Chaque livraison s'accompagnera impérativement de la remise au réceptionnaire ONF des documents d'accompagnement des plants préalablement transmis par voie électronique** (voir § 4.1) : document du fournisseur intégralement renseigné, passeports phytosanitaires européens (PPE) pour les essences qui y sont soumises et attestations de traitement pour l'ensemble des plants livrés, quelles que soient les quantités, lot par lot. En cas de non-présentation de ces documents, le lot sera refusé sans que cela donne lieu au versement d'une quelconque indemnité à la charge de l'ONF.

En cas de contrôle aboutissant à une décision de refus de lot, le réceptionnaire ONF conservera pour toute demande de justification ultérieure, les échantillons de plants ayant servi aux opérations de contrôle, sans paiement de cet échantillon au titulaire.

Le titulaire retenu assume seul les frais de retour de la marchandise non réceptionnée ou de sa destruction en cas de non reprise, ainsi que les impossibilités de réceptionner ou les surcoûts engendrés par des défaillances du transporteur pour respecter l'organisation programmée.

## 7 EVALUATION DES FOURNISSEURS

Afin d'améliorer les relations contractuelles de l'ONF avec les titulaires tout au long de l'accord-cadre les prestations seront évaluées selon des critères suivants :

- la disponibilité effective des plants contractualisés ;
- le respect de la qualité loyale et marchande (état physiologique et sanitaire des plants, respect des normes dimensionnelles) ;
- le respect des modalités de livraison (respect des dates, horaires, délais de prévenance, modalités de stockage et de transport des plants) ;
- le respect du cahier des charges (provenance, âge, conditionnement, dimensions, qualité des documents d'accompagnement des plants).

L'évaluation sera communiquée au titulaire et le bilan de ces évaluations pourra être pris en compte dans les critères d'attribution des prochains marchés de l'ONF.

## 8 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et les Bordereaux des Prix Unitaires qui en sont le complément indissociable ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, désigné ci-après CCAG-FCS, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021-NOR : ECOM 2106868A publié au JO du 1<sup>er</sup> avril 2021 ;
- le mémoire technique du titulaire ;
- les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

## 9 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

### 9.1 Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.



## 9.2 Forme et contenu des prix

### 9.2.1 Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Le prix est fixé au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) du titulaire.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités réceptionnées le prix unitaire figurant au Bordereau des Prix Unitaires.

### 9.2.2 Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

Les plants commandés et livrés sont destinés à une fin forestière. Le taux de TVA applicable au marché est 5,5 %.

## 9.3 Variation dans les prix

Les prix sont fermes pour toute la durée de l'accord-cadre

## 9.4 Modalités essentielles de paiement

### 9.4.1 Avances

Sans objet

### 9.4.2 Acomptes

Sans objet.

### 9.4.3 Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comporteront les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : 2026-8800-001 ;
- les références du bon de commande afférent ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des fournitures livrées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de livraison
- les prix HT, TTC et la TVA ;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées par l'ONF.

### 9.4.4 Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de marché :  
Marché enregistré dans le logiciel SAP, sous format 460000XXXX.
- Numéro d'engagement juridique :  
Bon de commande créé dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXXX.
- Numéro d'identification :  
Le SIRET mentionné sur le bon de commande.
- Numéro de service exécutant :  
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

#### 9.4.5 Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 60 jours selon les dispositions de l'article R.2192-11 du Code de la Commande Publique. Ce délai court à compter de la date de réception de la facture.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent C.C.A.T.P. n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

#### 9.4.6 Nantissement ou cession de créance

Le titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

### 10 PENALITES

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues au C.C.A.G.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes :

#### 10.1 Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenus sur les factures suivant la date de calcul des pénalités.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourra les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

**Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.**

#### 10.2 Retard imputable au candidat au moment de la livraison

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G. et si, pour quelques raisons que ce soit sauf en cas de force majeure, les livraisons n'étaient pas effectuées dans les délais prévus, le fournisseur pourra se

voir appliquer sans mise en demeure préalable des pénalités de retard pour défaut de livraison, calculées suivant la formule ci-après :

$P = (V \times R)/50$ , dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = valeur de l'ensemble des produits non livrés dans les délais prévus

R = nombre de jours calendaire de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G., les pénalités de retard seront dues y compris si leur montant total ne dépasse pas 1.000 € HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Les retards imputables à des éléments, notamment d'ordre météorologique (gel, fortes précipitations), indépendants de la volonté du pépiniériste et qui rendraient impossible l'arrachage des plants, sous réserve que le pépiniériste ait pris contact lors de la survenue de l'aléa pour avertir l'ONF, ne donneront pas lieu à la présente pénalité. De même, les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire tels que grèves, des accidents au cours du transport, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et un sursis d'exécution ou une prolongation de délai sera accordé(e) au titulaire pour une durée égale à la durée des perturbations.

### **10.3 Retard imputable à l'ONF**

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

### **10.4 Pénalités pour indisponibilité de plants conformes**

En cas d'impossibilité pour le Titulaire de livrer des plants conformes, l'ONF sollicitera un autre fournisseur afin d'obtenir les plants conformes à l'accord-cadre. S'il s'avère que les prix des plants sont supérieurs à ceux présentés par la pépinière attributaire de l'accord-cadre, celle-ci s'engage à payer à l'ONF la différence entre le coût initial prévu à l'accord-cadre attribué et le coût proposé par la pépinière acceptant de fournir à l'ONF les plants concernés.

Au cas où aucune pépinière ne pourrait proposer des plants conformes en remplacement des plants indisponibles, pour tenir compte du surcoût occasionné à l'ONF du fait de l'impossibilité de procéder au reboisement prévu, le titulaire de l'accord-cadre pourra se voir appliquer une pénalité correspondant au coût total hors taxes des travaux préparatoires à la plantation dans les parcelles où auraient dû être mis en place les plants indisponibles, que l'ONF devra refaire (traitement de la végétation concurrente et préparation du sol).

## **11 INDEMNISATION**

Si l'ONF est dans l'incapacité de passer commande à hauteur des quantités notifiées (tranche ferme + tranche optionnelle affermie), à la demande du titulaire, l'ONF lui versera une indemnité correspondant à 80 % de la valeur des fournitures non-commandées pour atteindre les quantités minimales prévues.

L'indemnisation est applicable uniquement à la fin de la campagne d'utilisation des plants, si les plants non commandés sont de qualité loyale et marchande, sont conformes aux caractéristiques des plants contractualisés (essence, provenance, conditionnement, taille, âge...), n'ont pas d'autres débouchés et doivent être détruits par le pépiniériste.

Les plants livrés non conformes et refusés par l'ONF sont déduits des quantités à indemniser.

En cas d'indemnisation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de se rendre sur place pour vérifier la quantité et les caractéristiques des plants à indemniser.

## **12 DROIT, LANGUE**

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent C.C.A.P. seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

Toutes les transmissions adressées à l'ONF doivent également être rédigées en français.

### **13 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

#### **13.1 Travailleurs étrangers**

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

#### **13.2 Travail clandestin**

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

#### **13.3 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes**

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

#### **13.4 Pièces et attestations à fournir**

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : [www.actradis.fr](http://www.actradis.fr)

### **14 RECAPITULATION DES DEROGATIONS AU C.C.A.G.**

L'article 10.2 du présent C.C.A.P. déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du C.C.A.G.

FIN DU C.C.A.T.P.